

dans le cas où la femme aura fait cession, mais encore dans celui où elle aurait innové, dénaturant ainsi la créance en sa faveur, il ne serait plus possible de la dégager d'une perte qui dès-lors la concernerait exclusivement. Elle aurait, par cette conduite, assumé la responsabilité sur sa tête. Elle se serait approprié un fait qui dans le principe n'était pas le sien; plus tard elle ne pourrait en éluder les conséquences.

519. Nul délai n'étant imposé à la femme pour user du bénéfice introduit par l'art. 1573, il est clair qu'elle est admise à l'invoquer aussi longtemps qu'il n'a pas été procédé au partage définitif de la succession délaissée par celui qui a constitué la dot.

## SECTION QUATRIÈME.

### Des Biens paraphernaux.

#### ART. 1574.

Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot sont paraphernaux.

## SOMMAIRE.

520. Combinaison de l'art. 1574 avec l'art. 1542.
521. Lorsque la femme qui possède des biens paraphernaux fait un commerce distinct de celui de son mari, il faut suivre différentes distinctions pour régler le sort des bénéfices qu'elle a pu réaliser. Une société ne pourrait régulièrement être souscrite entre les époux.
522. La femme pourrait passer bail au mari des héritages paraphernaux.
523. Si la constitution de dot comprend des biens dont la nue-propriété appartient à la femme au moment du mariage, l'usufruit qui plus tard ferait retour en sa faveur, serait dévolu au mari.
524. La séparation de biens n'ôte point aux biens qui surviennent à la femme depuis qu'elle a été prononcée, la nature de biens dotaux.
525. Ressemblance du système paraphernal avec celui qui résulte de la séparation de biens.
526. Hors de l'administration de ses biens paraphernaux, les engagements contractés par la femme sans l'autorisation de son mari, sont nuls.
527. La femme n'aurait pas besoin de l'autorisation de la justice pour régler les comptes qu'elle peut avoir à débattre avec son mari à raison de ses biens paraphernaux.
528. La femme dont tous les biens sont paraphernaux n'a pas besoin de recourir à la séparation de biens.

## COMMENTAIRE.

520. Pour l'intelligence complète de l'art. 1574, il faut le rapprocher de l'art. 1542, et combiner les deux



dispositions l'une avec l'autre. Le second article est le commentaire le plus sûr et le plus exact du premier.

L'art. 1542 détermine l'étendue de la constitution dotale. Il en fixe les limites et indique les termes qui lui doivent être assignés; or, cette portée une fois nettement connue fournit, par voie d'exclusion, le moyen de discerner la véritable consistance des biens paraphernaux.

Rien de plus facile que de résumer la théorie de la loi sur la matière. S'il y a absence de constitution dotale, tous les biens appartenant à la femme sont des biens paraphernaux; s'il existe une constitution de dot, elle est restreinte à l'objet auquel elle s'applique, et tout le surplus devient paraphernal. En un mot, sous le régime dotal, toutes les fois que la constitution de dot n'embrasse pas la totalité des biens présents et à venir, la fortune de la femme se divise en deux parts, les biens compris dans la constitution et les biens qui n'en dépendent pas. Ces derniers sont les biens paraphernaux; ils embrassent tout ce qui ne fait pas partie des premiers.

521. La femme qui possède des biens paraphernaux pouvant faire un commerce distinct et séparé de celui de son mari, il faut savoir de quelle manière on devra régler le sort des bénéfices qu'elle est dans le cas de recueillir. Cette solution variera suivant la nature de la constitution qui gouverne la dot. Lorsque cette constitution, n'embrassant point la totalité des biens présents, s'applique cependant à la généralité des biens à venir, alors les bénéfices obtenus par la femme seront soumis à l'action du mari sur les biens dotaux. Il importe peu que ces bénéfices prennent leur source dans

la fortune paraphernale, que seule elle ait été exposée aux chances que le commerce entraîne toujours à sa suite, ils n'en ont pas moins le caractère des biens à venir; ils sont donc régis par la destinée que leur a faite le contrat de mariage, et par conséquent ils sont affectés à la jouissance du mari. Dans le cas au contraire où la dot porterait uniquement sur les biens présents sans s'étendre aux biens à venir, les bénéfices iront se ranger d'eux-mêmes dans la classe des biens paraphernaux, puisque dans aucun cas ils ne pourraient se placer sous l'empire de la stipulation qui a créé la dotalité.

Si le commerce de la femme n'était pas distinct et séparé de celui de son mari, si son industrie s'exerçait conjointement avec la sienne, alors la question ne devrait plus être résolue de la même manière; la seconde disposition de l'art. 220 du Code civil reprendrait son effet, et la femme agirait alors sous la seule qualité qui lui est attribuée par cet article, celle de mandataire de son mari. Cette décision se justifie par les termes de l'article précité, qui ne supposent ni n'admettent aucune exception; elle se justifie encore par le principe que le mari étant le chef de l'association conjugale, la femme est toujours réputée obéir à ses ordres et suivre ses inspirations. Dès-lors ses actions procédant de la dépendance dans laquelle elle se trouve, les gains qui ont été obtenus sont réputés l'avoir été du chef du mari et par son intervention plus ou moins directe.

On croit même qu'une société ne pourrait valablement être contractée entre le mari et la femme, quoique cette dernière possédât des biens paraphernaux.



On doit reconnaître en effet, qu'à raison soit de la confusion d'intérêts qui existe entre un mari et sa femme, soit à raison des rapports spéciaux qui les unissent, certains contrats leur sont interdits dans leurs rapports respectifs. L'art. 1595, au titre *De la Vente*, le démontre. La vente n'est permise entre époux que dans quelques hypothèses spécialement déterminées, et qui constituent de véritables exceptions tendant plutôt à confirmer la règle qu'à l'affaiblir. La raison qui a porté à le décider ainsi est tirée sans doute de ce que les pactes commutatifs en général supposent entre les parties une égalité de condition qui ne saurait se retrouver entre un mari et une femme. On pourrait encore invoquer la disposition de l'art. 220; elle fixe en effet les résultats de la participation de la femme au commerce commun, en déclarant qu'en pareil cas elle n'est pas réputée marchande. En faut-il davantage pour prouver que la collaboration de la femme ne change point la situation des époux, et que les gains sont exclusivement attribués au mari?

522. Cependant on estime que la femme pourrait régulièrement louer à son mari son héritage paraphernal, et qu'ainsi le bail consenti par elle serait parfaitement valable. Sans doute les motifs qui précèdent peuvent être allégués, mais leur application se trouve écartée par la circonstance qu'il s'agit ici d'un acte d'administration de la part de la femme, que cet acte est essentiellement licite, qu'en dehors de la participation du mari il pouvait intervenir avec un tiers, et que dès-lors on ne voit pas comment se justifierait une exclusion prononcée contre ce dernier. Ajoutons encore qu'un pacte de cette espèce n'intervertit en aucune

manière l'attitude que les époux doivent conserver l'un vis-à-vis de l'autre, que par conséquent aucun obstacle sérieux ne s'oppose à la validité du contrat.

523. Dans le cas où la femme se serait constitué en dot la nue propriété d'immeubles grevés au moment du mariage de l'usufruit d'un tiers, on demande si, à l'extinction de cet usufruit, la jouissance revenant à la femme sera dotale ou paraphernale? Il faut répondre que cette jouissance sera dotale, alors même que la constitution de dot n'embrassait pas les biens présents et à venir. L'immeuble, en effet, n'a été compris dans cette constitution que pour assurer au mari les avantages qui dérivent de la dotalité. Cette stipulation ne peut donc rester stérile, et cependant c'est ce qui arriverait s'il n'obtenait pas la jouissance à l'extinction de l'usufruit. Il est de principe que dans le cas où quelque doute s'élève sur le sens dans lequel un contrat peut être interprété, il y a lieu de l'entendre dans le sens qui assure son effet plutôt que dans celui qui le lui refuse. D'un autre côté, le retour de l'usufruit à l'héritage dont il avait momentanément été séparé, opère véritablement le complément de la propriété. C'est là un accessoire qui vient se joindre au principal et se confondre avec lui, d'où il suit que la loi sous laquelle se place le principal domine tout le reste.

524. Les biens qui surviennent à la femme après la séparation de biens prononcée deviennent dotaux ou paraphernaux, suivant la clause insérée dans le contrat de mariage; car la séparation de biens n'apporte aucun changement à leur nature; elle demeure ce qu'elle était auparavant, en se conformant aux affectations spéciales qui lui avaient été données; seulement le



mari est dépouillé de l'administration et de la jouissance que sa position ne lui a pas permis de conserver, et qui passent entièrement aux mains de la femme.

525. On peut hésiter à reconnaître quelque différence entre la condition de la femme dont tous les biens sont paraphernaux, et la condition de la femme qui a obtenu une séparation de biens ou dont la séparation a été contractuellement prononcée. Dans la réalité, il faut dire que la similitude est complète; et s'il existe quelques nuances, elles portent plutôt sur les mots que sur le fond des choses. Il est en effet une règle qui forme la base de toutes les autres, comme un centre commun auquel tout vient aboutir. La femme paraphernale et la femme séparée de biens ont la jouissance et l'administration de leurs biens; toutes deux, dès lors, ont la faculté d'en disposer; dans ces limites elles pourront donc agir sur leurs valeurs mobilières, pourvu que ce soit pour arriver à ce but; car, en pareille matière, le pouvoir d'aliéner est en quelque sorte la conséquence du pouvoir d'administrer. Comment admettre, en effet, que la femme autorisée à manier les capitaux quelquefois très considérables qu'une coupe de bois devenue nécessaire met dans ses mains, ne serait pas autorisée à faire ce qu'elle juge convenable de ses meubles meublants ou d'autres d'une valeur inférieure? La gestion des meubles, on le répète, s'opère par un renouvellement presque continu. Il faut prêter, c'est-à-dire aliéner un capital pour en retirer un intérêt. Il faut vendre certains objets menacés d'une destruction rapide, pour utiliser les deniers qui en proviennent. Souvent il faut se défaire de quelques ustensiles pour les remplacer par d'autres; en un mot, on ne saurait

trop le dire, l'administration des meubles se confond en général avec leur aliénation. Il est vrai que la limite du pouvoir dont la femme est investie se trouve dans les exigences de l'administration qui lui est confiée; mais il est si difficile de fixer précisément sa portée, qu'il vaut mieux s'en tenir, quand il s'agit d'aliénation, au principe que nous avons considéré comme régissant la matière.

526. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait des engagements qui auraient été contractés par la femme quand ces engagements amènent de sa part la souscription d'une dette. Les emprunts, en effet, se détachent d'une manière tranchée des actes d'administration proprement dits; ils ont un caractère spécial qui ne permet pas de les mettre sur la même ligne que les simples aliénations mobilières. C'est seulement dans leurs effets qu'ils sont assimilés à une aliénation véritable, parce qu'en dernière analyse ils viennent se réfléchir sur la fortune de la femme, mais certainement ils appartiennent à un ordre d'idées totalement différent. La loi le déclare elle-même dans une foule de circonstances. Elle permet au tuteur des mineurs, de l'interdit, d'administrer les biens qui leur sont confiés; mais ce pouvoir ne va jamais jusqu'à contracter un emprunt. L'art. 1988 est plus explicite encore, et la différence existant entre le pouvoir d'emprunter et celui d'administrer est nettement exprimée. « Le mandat conçu en « termes généraux, n'embrasse que les actes d'admini- « nistration; s'il s'agit d'aliéner ou d'hypothéquer, ou « de quelque autre acte de propriété, le mandat doit « être exprès. » Comme on le voit, les pouvoirs que comporte l'administration n'entraînent pas celui d'em-



prunter, puisque l'hypothèque n'est autre chose que le corollaire d'un emprunt; ces pouvoirs ne vont pas non plus jusqu'à l'aliénation. Si donc on a pensé qu'il en était autrement en matière mobilière et en faveur de celui qui était investi d'une gestion quelconque, c'est que la force même des choses l'exige, c'est que l'on ne comprend pas qu'il en puisse être autrement; car alors l'administrateur ne pouvant disposer d'une seule obole, non-seulement serait dans l'impuissance d'agir, mais encore de pourvoir aux actes dont il est chargé. L'article 1449 suppose qu'il en est ainsi, car il contient à cet égard la disposition la plus formelle. « La femme « séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration. Elle peut « disposer de son mobilier et l'aliéner. » La seconde proposition contenue dans ce texte était complètement inutile, si elle ne servait pas à fixer le sens et l'étendue de la première. On a craint l'interprétation trop rigoureuse qui pouvait se présenter à l'esprit méticuleux de quelques personnes, et l'abus qui pouvait être fait du principe général d'après lequel le pouvoir d'administrer ne s'étend pas jusqu'à l'aliénation. On a donc aussitôt ajouté que l'effet de ce pouvoir, quand il était remis à la femme, entraînait pour elle l'autorisation de disposer de son mobilier et de l'aliéner. Ainsi, la seconde partie de l'article doit être considérée comme étant la conséquence de la première. L'une contient le principe et en pose les limites; l'autre, descendant à l'application, sert à en faire connaître l'étendue; or, la femme paraphernale ayant également la libre disposition de ses biens de la même manière que la femme séparée, il n'existe aucune raison pour la traiter d'une

manière différente, et pour isoler de la capacité qui lui appartient un droit considéré comme en étant un élément essentiel.

On peut résumer en peu de mots la doctrine qui vient d'être développée. La femme dont les biens sont paraphernaux est placée, relativement à ces biens, sur la même ligne que la femme séparée; car là où les conditions sont les mêmes, les effets ne sauraient être différents. Toutes deux jouissant du pouvoir d'administrer, ont, par la force même des choses, le pouvoir d'aliéner leurs facultés mobilières, ces deux droits devant être considérés comme se confondant l'un avec l'autre; mais elles n'ont pas la capacité d'emprunter. Cette capacité est régie par d'autres principes, parce qu'elle est totalement indépendante de l'administration. A cet égard, la femme demeure placée sous l'empire de la nécessité d'une autorisation, et le joug que l'état de mariage a fait naître continue de peser sur elle.

527. La femme dont l'avoir est paraphernal n'aurait pas besoin de l'autorité de la justice pour réclamer les comptes qui lui seraient dus par le mari auquel elle aurait abandonné la jouissance de ses biens; elle pourrait dans sa qualité de femme paraphernale tous les droits dont l'exercice serait utile à ses intérêts. Une fois que le contrat de mariage a créé les rapports respectifs qui existent entre les époux, cette position ne varie plus; on la retrouve en toute circonstance, et par conséquent la femme est toujours admise à s'en prévaloir.

528. En partant de ce principe, on peut aller plus loin encore et soutenir que la femme qui s'est mariée sous l'empire du régime paraphernal, c'est-à-dire ex-



clusif de toute espèce de dot, ne serait pas admise à demander sa séparation de biens. De quelle utilité lui serait-elle ? Le but unique auquel tend une séparation, est de rendre à la femme l'administration dont elle était privée ; mais ici nul besoin de demander la possession d'un avantage qui déjà lui est dévolu. Jamais les décisions de la justice ne doivent intervenir quand elles sont inutiles, et il serait en quelque sorte dérisoire de s'adresser à elle pour obtenir la fixation d'un état de choses qui subsiste par lui-même.

## ART. 1575.

Si tous les biens de la femme sont paraphernaux et s'il n'y a pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

## SOMMAIRE.

529. La femme supporterait entièrement la dépense commune si le mari était hors d'état d'y contribuer.
530. Mais quand il existe une dot, le mari n'a rien à demander à sa femme.
531. Il en serait autrement s'il était tombé dans un état de pénurie absolu.
532. Les époux peuvent changer la proportion de leur contribution aux charges communes.

533. C'est par le mari que la dépense doit être ordonnée.
534. Il ne serait pas permis de stipuler le contraire.
535. La contribution de la femme doit être payée d'avance.
536. En cas de mésaccord sur les proportions de la contribution, l'intervention de la justice est nécessaire.
537. Les frais d'éducation des enfants font partie des charges communes. C'est le mari qui y préside.
538. Ces charges comprendraient les réparations des héritages dotaux.

## COMMENTAIRE.

529. L'art. 1575, en ordonnant le concours des époux aux dépenses communes, suppose que la situation financière du mari lui permet d'y contribuer, car il est bien certain que si, par suite de sa pénurie, il ne pouvait fournir un contingent quelconque, la totalité des dépenses à faire devrait retomber sur la femme ; les époux se doivent mutuellement secours et assistance, ce principe contient la source des devoirs qui leur sont imposés ; dès-lors, l'impuissance de l'un doit être compensée par le concours de l'autre, toutes les fois que ce concours peut rétablir l'équilibre.

530. Lorsque d'après le contrat de mariage les biens de la femme ne sont pas tous paraphernaux, et qu'ainsi il existe une dot constituée, quoique les ressources du mari soient insuffisantes pour satisfaire aux besoins communs, il ne lui serait pas permis de s'adresser à sa femme pour lui demander une contri-